

Accord départemental
PROTECTION SOCIALE COMPLÉMENTAIRE PRÉVOYANCE
DES SALARIÉS NON CADRES
(Bouches-du-Rhône)
(6 octobre 2009)
(Etendu par arrêté du 17 mars 2010,
Journal officiel du 30 mars 2010)

AVENANT N° 2 DU 29 SEPTEMBRE 2014

NOR : *AGRS1497338M*

Entre :

La FDSEA des Bouches-du-Rhône ;

La FDCUMA des Bouches-du-Rhône,

D'une part, et

L'UD FGA CFDT des Bouches-du-Rhône ;

L'UD FGTA FO des Bouches-du-Rhône ;

La CFTC-Agri ;

Le SNCEA CFE-CGC des Bouches-du-Rhône,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Le présent avenant a pour objet de mettre l'accord départemental du 6 octobre 2009 en conformité avec les dispositions de l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance.

Article 1^{er}

Modification de l'article 3 « Salariés bénéficiaires »

Les dispositions de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent à tout salarié non affilié à l'AGIRC, ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise, et relevant du champ d'application du présent accord.

La condition d'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté.

A l'exclusion :

- des dispositions concernant la garantie invalidité permanente du salarié résultant d'une maladie ou d'un accident de la vie privée, qui s'appliquent à tout salarié ayant 1 an d'ancienneté et plus dans l'entreprise, et relevant du champ d'application du présent accord, la condition d'ancienneté étant réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 1 an d'ancienneté ;
- des cadres et personnels ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC, et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles. »

Article 2

Modification de l'article 5 « Garanties »

La condition d'ancienneté étant modifiée, il est nécessaire de préciser :

- l'assiette de calcul du capital décès ;
- le délai de carence permettant d'articuler la garantie incapacité temporaire qui relève de l'obligation légale et la garantie incapacité temporaire en relais de cette obligation légale ;
- le salaire de référence des rentes incapacité permanente professionnelle et invalidité.

Ainsi :

1. Les dispositions du paragraphe « Garantie décès » de l'article 5 « Garanties » sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« En cas de décès du salarié ayant l'ancienneté requise et quelle que soit l'origine du décès, à l'exception des exclusions inhérentes à l'organisme gestionnaire, il est versé par l'organisme gestionnaire aux ayants droit du salarié, conjoint, concubin, titulaire d'un Pacs ou au(x) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s), un capital décès égal à 100 % du salaire annuel brut total soumis à cotisations perçu pendant les 12 derniers mois précédant le décès. En cas de décès avant 12 mois d'ancienneté, le capital décès est calculé sur la base du salaire moyen mensuel du salarié multiplié par 12 mois. Ce capital est majoré de 25 % par enfant à charge. »

2. Le paragraphe « Garantie incapacité temporaire : relais de la garantie de rémunération » de l'article 5 « Garanties » est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Garantie incapacité temporaire relais du complément de rémunération

Sauf dispositions plus avantageuses pouvant bénéficier aux salariés, en cas d'absence au travail justifiée par l'incapacité résultant de la maladie ou d'accident, le salarié ayant l'ancienneté requise bénéficiera :

- d'une indemnité journalière égale à 20 % du salaire journalier de référence. Le salaire journalier de référence est égal au salaire journalier calculé par la MSA ;
- versée pour chaque jour d'absence intervenant après le dernier jour d'absence ayant donné lieu à un complément de rémunération par l'employeur en application des dispositions conventionnelles sur la mensualisation ;
- et ce jusqu'à la reprise du travail et au plus tard jusqu'au 1 095^e jour d'arrêt de travail.

Le versement de l'indemnité journalière intervient à condition pour le salarié :

- d'avoir justifié par certificat médical dans les 48 heures de cette incapacité ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres pays de l'Union européenne.

Lors d'un nouvel arrêt de travail intervenant alors que le salarié a déjà bénéficié dans les 12 mois précédents du nombre maximal de jours donnant lieu à complément de salaire par l'employeur au

titre des obligations légales ou conventionnelles sur la mensualisation, le versement de l'indemnité journalière sera effectué à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l'exclusion des accidents de trajet – et à compter du 4^e jour d'absence dans tous les autres cas.

Les indemnités journalières définies ci-dessus s'ajoutent à celles que l'intéressé perçoit de la MSA. En tout état de cause, les indemnités journalières dues au titre du présent accord cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

L'ancienneté prise en compte pour la détermination du droit à l'indemnisation s'apprécie au premier jour de l'absence.

Le salarié ayant 6 mois d'ancienneté et plus au titre d'un même contrat de travail continu dans l'entreprise et n'ayant pas l'ancienneté requise pour bénéficier des compléments de salaire à la charge de l'employeur en application des obligations légales sur la mensualisation bénéficiera des indemnités journalières d'incapacité temporaire de travail après un délai de franchise (délai de carence) de 60 jours à compter du premier jour d'absence, si celle-ci est consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle – à l'exclusion des accidents de trajet – et à compter du 70^e jour d'absence dans les autres cas.

L'organisme gestionnaire verse cette indemnité journalière à l'employeur, qui reconstitue pour le salarié un bulletin de salaire, avec notamment les prestations complémentaires versées. »

Article 3

Modification de l'article 7 « Cotisations »

1. Modification du paragraphe 4 « Suspension du contrat de travail »

Les dispositions dudit paragraphe sont abrogées et remplacées par les suivantes :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès, incapacité permanente professionnelle et invalidité sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois complet civil d'absence. Si l'absence est inférieure à 1 mois, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur.

En cas de suspension du contrat de travail intervenant après la date d'affiliation au régime et pour une autre cause que l'arrêt de travail, les garanties prévues en cas de décès peuvent continuer à être accordées, sous réserve que l'intéressé en fasse la demande et qu'il règle la totalité de la cotisation correspondante. »

2. L'article 7 est complété par un paragraphe 5 « Portabilité » rédigé comme suit :

« 5. Portabilité

Les salariés bénéficient des dispositions légales (art. L. 911-8 du code de la sécurité sociale) sur le maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de cessation du contrat de travail ouvrant droit à prise en charge par le régime d'assurance chômage selon les conditions définies par les textes légaux, et ce à compter de la date fixée par la loi.

Pour bénéficier des prestations, le demandeur d'emploi bénéficiant du maintien des garanties doit fournir l'ensemble des justificatifs demandés aux salariés auxquels s'ajoute le justificatif de versement des allocations chômage du mois correspondant à celui pour lequel les prestations demandées sont dues. »

Article 4

Entrée en vigueur

Le présent avenant est conclu pour une durée indéterminée. Il entrera en vigueur pour l'ensemble des employeurs et salariés compris dans son champ d'application :

- pour les articles 1^{er}, 2 et le paragraphe 1 de l'article 3 : à compter du 1^{er} janvier 2015 ;
- pour le paragraphe 2 de l'article 3 : à l'entrée en vigueur des dispositions légales auxquelles ce paragraphe fait référence.

Article 5

Formalités administratives

Le présent avenant, dont les parties signataires demandent l'extension, sera établi en nombre suffisant, signé et chaque page paraphée, pour être déposé selon les formalités prévues à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Saint-Rémy-de-Provence, le 29 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)